

Mesdames, Messieurs,

Le Sommet Union européenne (UE) - Union africaine (UA) qui se tiendra les 17 et 18 février 2022 représente une occasion unique pour que les dirigeants de l'UA et de l'UE fassent preuve de solidarité pour mettre fin non seulement à la pandémie du COVID-19 mais aussi répondre aux épidémies historiques, notamment le VIH, la tuberculose et le paludisme. Ce sommet est aussi l'opportunité de définir les mécanismes et consacrer des ressources pour renforcer la résilience des systèmes de santé et se préparer aux futures pandémies. Avec 33 organisations de la société civile (OSC) africaines et européennes, nous demandons instamment aux dirigeants de l'UE et de l'UA de faire preuve de volonté politique afin de porter conjointement les mesures ambitieuses suivantes pour :

**1. Répondre aux inégalités d'accès aux vaccins COVID-19 et soutenir les programmes de vaccination. Pour cela, l'UE et ses Etats membres devraient :**

- Contribuer à la hauteur de leur juste part ("*fair share*") afin que le dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre le COVID-19 (Accélérateur ACT) obtienne les 48 milliards de dollars US estimés nécessaires pour répondre à la crise, y compris pour couvrir les besoins de COVAX, de la Coalition pour les innovations en matière de préparation aux épidémies (CEPI) et des coûts de livraison des vaccins et autres outils COVID-19 nécessaires d'ici la fin du premier trimestre ;
- Soutenir les efforts visant à obtenir au moins 5,2 milliards de dollars US de nouveaux financements pour la garantie de marché (*Advance Market Commitment, AMC*) de COVAX en 2022. Ces fonds permettront de mettre en place un réservoir de vaccins (*Pandemic Vaccine Pool*) d'au moins 600 millions de doses supplémentaires afin de renforcer la couverture vaccinale, d'atténuer les risques liés à la demande et à l'offre, et de financer les coûts auxiliaires essentiels pour garantir que les dons de doses parviennent à ceux qui en ont besoin ;
- Remplir de toute urgence leurs engagements de donations de dose via COVAX, en veillant à les délivrer avec une échéance de conservation convenable, et en prenant en compte la préparation et la capacité d'absorption des pays, afin de garantir que les vaccins parviennent aux personnes qui en ont besoin ;
- Encourager les fabricants de vaccins à livrer des doses via COVAX et l'*African Vaccine Acquisition Trust (AVAT)* ainsi qu'à assurer la transparence sur les files d'attente et les délais d'approvisionnement afin de permettre une planification préalable des déploiements de vaccins.

**2. S'attaquer aux inégalités d'accès aux outils contre le COVID-19, notamment les tests, les traitements, l'oxygène et les EPI. Pour cela, les dirigeants de l'UE et de l'UA devraient :**

- S'engager à accroître l'accès aux tests, en particulier les tests de diagnostic rapide (TDR) de détection des antigènes, afin d'atteindre l'objectif de 100 tests pour 100 000 dans les pays à revenu faible et intermédiaire (PRFM) et d'étendre la surveillance génomique par le séquençage, qui est essentiel pour suivre les nouveaux variants ;
- Mettre en œuvre des interventions de santé publique innovantes et communautaires pour accroître l'accès aux tests et aux traitements, aux équipements de protection individuelle (EPI) et à l'oxygène.

**3. Investir dans le renforcement des capacités africaines pour la recherche et le développement (R&D) en santé. Les dirigeants de l'UA et de l'UE devraient :**

- S'engager à accroître et coordonner des investissements durables dans la R&D en matière de santé afin de soutenir les capacités régionales et nationales, la co-création technologique et le renforcement des capacités de production pour développer et déployer rapidement des produits médicaux innovants qui répondent aux besoins spécifiques des pays et des populations d'Afrique. De tels efforts doivent être accompagnés d'une garantie assurant l'accès aux produits et technologies issus de la R&D subventionnée.

**4. Soutenir le Centre de transfert de technologie ARNm en Afrique et adopter les dérogations aux droits de la propriété intellectuelle (DPI) pour les vaccins COVID-19 et autres outils médicaux. L'UA et les États membres de l'UE devraient :**

- Travailler à l'élaboration d'une proposition commune au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour une levée temporaire des dispositions de DPI pour les outils de lutte contre le COVID-19 et renforcer le Groupement d'accès aux technologies contre la COVID 19 (C-TAP). Les gouvernements de l'UE devraient faciliter le partage immédiat de la technologie des vaccins ARNm avec le Centre de transfert de technologie de l'ARNm en Afrique ;
- Accroître la pression sur les industriels pour qu'ils soutiennent le transfert de compétences et de savoir-faire concernant les contre-mesures médicales, notamment des vaccins, vers les pays africains ;
  - Cela permettrait à la fois de répondre à court terme aux difficultés d'accès aux contre-mesures, à l'instar des coûts et des délais de livraison, ainsi que de contribuer, à plus long terme, au renforcement de la souveraineté sanitaire et de l'accès équitable aux produits de santé sur le continent africain.
- Encourager le transfert de technologie par l'octroi de licences, tout en créant un écosystème plus solide et un environnement favorable à la production locale, notamment en favorisant la mise en œuvre d'un cadre réglementaire harmonisé, le développement des compétences et des investissements adéquats en Afrique.

**5. Soutenir le renforcement des systèmes de santé dans les pays africains pour mieux prévenir, détecter et répondre aux menaces sanitaires nouvelles et existantes. Les dirigeants de l'UA et de l'UE devraient :**

- S'engager à travailler ensemble pour établir une approche conjointe de la santé mondiale, incluant des investissements dans des systèmes de santé résilients ;
- Intégrer les enseignements tirés de la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme dans les plans de préparation et de réponse aux pandémies (PPR) afin de ne laisser personne de côté, de protéger les droits humains, de supprimer les obstacles à la santé liés au genre et de faire participer les communautés ;
- Soutenir la mise en place d'une capacité africaine de biofabrication à vocation publique par le biais du Partenariat pour la fabrication de vaccins en Afrique (PAVM) ;
- Fournir un soutien financier et technique adéquat et opportun pour rendre opérationnelle l'Agence africaine des médicaments (AMA), qui peut jouer un rôle essentiel dans l'espace réglementaire des médicaments et des technologies de la santé. Il est essentiel qu'une collaboration et un partenariat solides soient entretenus entre l'AMA et l'Agence européenne des médicaments (EMA) ;

**6. Réformer et renforcer le multilatéralisme. Les dirigeants de l'UA et de l'UE devraient :**

- Renforcer les différents mécanismes régionaux tels que l'AVAT, le PAVM et l'initiative de la Plateforme africaine de fournitures médicales (AMSP) qui jouent un rôle essentiel pour combler les lacunes dans la chaîne d'approvisionnement mondiale ;
- Donner la priorité à la réforme du système multilatéral pour aider à construire un système plus juste et équilibré, fondé sur les valeurs de respect, de solidarité et de coopération, avec une meilleure représentation des femmes dirigeantes, en particulier des pays du Sud.

L'Union européenne (UE) est l'une des actrices centrales de la santé mondiale et du multilatéralisme. Cependant, cette pandémie a déclenché des réflexes nationalistes, à l'instar de restrictions des exportations d'outils indispensables de lutte contre le COVID-19, la thésaurisation des vaccins ou encore les interdictions discriminatoires de voyage. Cela ne peut se reproduire dans cette nouvelle ère d'un "partenariat renouvelé et approfondi, fondé sur la confiance et une compréhension claire des intérêts mutuels" souhaité par l'UE et l'UA.

Chaque État devrait pouvoir disposer des moyens et des outils pour mettre fin à la crise du COVID-19 ainsi que pour maîtriser les épidémies, avant qu'elles ne deviennent des pandémies mortelles et coûteuses. Nous comptons sur vous pour prendre les mesures urgentes qui s'imposent afin de contribuer à la protection de tous.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous remercions de votre attention.

Aidsfonds  
Coalition for Health Research & Development  
(CHReaD)  
Deutsche Stiftung Weltbevölkerung (DSW)  
Every Breath Counts  
Fast-Track Cities Institute  
Global Advocacy for HIV Prevention (AVAC)  
Global Alliance for Surgical, Obstetric, Trauma,  
and Anaesthesia Care (The G4 Alliance)  
Global Citizen  
Global Health Advocates  
Global Vaccination Advisors  
Humanity & Inclusion  
International Alliance of Patients'  
Organizations (IAPO)  
International Association of Providers of  
AIDS Care  
Internews  
Kenya Aids NGOs Consortium (KANCO)

Last Mile Health  
LIAISON  
Marked by COVID  
ONE  
Pandemic Action Network  
PATH  
People's Health Movement Kenya  
Resolve to Save Lives  
ReSurge International  
Save the Children  
Speak Up Africa  
Stowarzyszenie Higieny Lecznictwa (SHL)  
THEnet: Training for Health Equity Network  
UNITE  
VillageReach  
WACI Health  
WaterAid  
Women in Global Health (WGH)  
Wote Youth Development Projects